

DIRECTION GENERALE

OBJET : Examen du Procès-Verbal du 7 avril 2025

A) PROCES-VERBAL DU 7 AVRIL 2025.

ORDRE DU JOUR

DIRECTION DES RESSOURCES ET MOYENS

- 1-Examen et approbation du procès-verbal de la séance du 07 avril 2025
- 2- Vote du Compte de Gestion - Exercice 2024. (Annexe 1)
- 3 - Adoption du Compte Administratif - Exercice 2024. (Annexe 2)
- 4 - Affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024.
- 5 - Vote des taux d'imposition - Année 2025.
- 6 - Vote du budget primitif - Exercice 2025. (Annexe 3)
- 7 - Attribution de subvention de fonctionnement aux établissements publics locaux.
- 8 - Attribution de subvention de fonctionnement aux crèches.
- 9 - Mise au rebut de matériels et mobilier.

DIRECTION GÉNÉRALE

- 10 - Installation d'un bassin mobile destiné à l'éducation Sportive.

PRÉSIDENT DE SÉANCE : M. Jimmy FARREAUX

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mme Marlène MAINGÉ

ÉTAIENT PRÉSENTS : 22

M. Jimmy **FARREAUX**, M. Tony **DAVIDAS**, Mme Odile **RÉSIDENT** (arrivée à 18h13), M. François **BABO**, M. Ludovic **OCCOLIER**, Nathalie **CANCORIET** (arrivée à 18h20), M. Chantal **MINOT**, Mme Fionna **RÉSIDENT**, Mme Elodie **LUTHBERT**, Mme Marlène **MAINGÉ**, Mme Moïse **PIERRE-LOUIS**, M. Lyvaël **ZACHARIE**, M. Teddy **POPULO**, M. Jekhiel **MELCHIOR**, M. Ernest **JEAN-LAMBERT**, M. Stéphan **MARGUERITE**, Mme Elodie **BAPTÉ**, Mme Samantha **ZAMOR**, M. Georges **CLÉON**, M. Alex **AUGUSTE-CHARLERY**, Mme Jeannie **JEAN-MARIE**, Mme Lucie **LEBRAVE**.

ABSENTS EXCUSÉS : 00

ABSENTS NON EXCUSÉS : 05

Mme Sandra **BRUNO**
M. Albany **JEAN-GILLES**
M. Fernand **ODONNAT**
Mme Mireille **VOLTINE**
Mme Ghislaine **SÉNÉLY**

REPRÉSENTÉS : 02

Mme Tullie **TONNET** donne pouvoir à M. Georges **CLÉON**
Mme Christiane **MORAND** donne pouvoir à M. Teddy **POPULO**

- Nombre de conseillers en exercice : 29
- Nombre de conseillers présents : 22

- Nombre de conseillers absents excusés : 05
- Nombre de conseillers représentés : 02
Mme Méliissa **ABOU-ZAMBO**, Directrice Générale des Services, procède à l'appel des conseillers. Le quorum étant atteint, le Président déclare la séance ouverte.
Conformément à l'article L.2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil. Madame **Marlène MAINGÉ** a été désignée à l'unanimité des suffrages, pour remplir ces fonctions, qu'elle a acceptées.

DIRECTION DES RESSOURCES ET MOYENS

I- VOTE DU COMPTE DE GESTION – EXERCICE 2024

M. Lyvaïl **ZACHARIE** présente le rapport.

Débat :

Aucune observation n'étant formulée, M. le Président met aux voix.

VOTE :

Le Conseil Municipal adopte le vote du compte de gestion – exercice 2024, à l'unanimité des membres représentés moins deux (2) abstentions (Monsieur **AUGUSTE-CHARLEMY**, Madame **JEAN-MARIE**).

2- ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF – EXERCICE 2024

18 heures 20 minutes : Arrivée de Mesdames **RÉSIDENT Odile** et **CANCORIEET Nathalie**

Madame **Élodie LUTHBERT** expose.

M. Le Président s'absente et ne prend pas part au vote. M. **DAVIDAS Tony** prend le

relais.

Débat :

Mme **LEBRAVE** souhaite un éclaircissement sur plusieurs points :

☞ A la page 7 : « La Ville subit la hausse du coût de l'électricité, ce qui impacte les factures d'énergie. Par ailleurs, des arriérés de factures d'EDF ont été également payés sur l'exercice 2024. » Elle souhaite connaître le montant des arriérés de factures EDF de 2024.

Mme **MAGDELONNETTE** répond que le montant des factures s'élève à 11 251,09 €

☞ A la page 8 : « le paiement de la pénalité financière au titre de la Loi Solidarité Renouvellement Urbain pour le déficit de logements sociaux constaté sur le territoire communal », elle souhaite connaître le montant de cette pénalité.

Mme MAGDELONNETTE dit que la pénalité financière au titre de la Loi Solidarité Renouvellement Urbain (S.R.U.) qui incombe à la Ville est de 63 961,90 €.

☞ A la page 11 : « Les honoraires de la SPL Martinique Aménagement agissant en qualité de mandataire dans le cadre de la convention de mandat signée pour les études pré-opérationnelles du groupe scolaire (20 197.64 €). »

En 2020, une délibération a été votée concernant les études de faisabilité du groupe scolaire, en 2024 qu'en est-il de ces études et cette entité existe-t-elle toujours ?

Mme la DGS répond que la SPL Martinique Aménagement existe toujours. A cette date, il s'agit du solde à payer pour les études pré-opérationnelles du groupe scolaire, dû à un retard des travaux qui devaient être réalisés. In fine, les études pré-opérationnelles sont achevées et le projet de la Ville est en phase opérationnelle.

M. DAVIDAS informe que l'Etat pénalise les Villes qui n'ont pas assez de logements sociaux. En exemple la Ville du François, a elle aussi été pénalisée pour un montant de 200.000 €.

Mme LEBRAVE dit que le montant de la pénalité de la Commune du François est fonction de la population. De plus, sur plusieurs années, ces pénalités ont un coût global considérable.

M. DAVIDAS rappelle que la Ville ne construit pas de logements sociaux, mais met à la disposition des bailleurs sociaux des terrains. Il rappelle qu'il y a aussi des choix politiques.

M. JEAN-LAMBERT signale que seule la commune de Rivière-Salée atteint le quota en logements sociaux. La société Ozanam a du foncier à sa disposition sur la commune du Vauclin qu'elle n'exploite pas. D'autre part, les villes de Martinique sont taxées comme les villes de Métropole, alors que les surfaces et les risques ne sont pas les mêmes. L'Etat devrait minimiser les taxes que les communes d'outre-mer doivent payer.

Mme LEBRAVE demande à quoi correspondent les sommes versées à la SPL.

Mme MAGDELONNETTE annonce que la somme qui a été versée à la SPL Martinique Aménagement est 30 304,05 € TTC hors révision de prix. Ce montant correspond à la somme qui a été versée au mandataire. Une somme de 32 714,30 € TTC a été aussi réglée à la SPL pour le paiement des prestations du programmiste et du bureau d'études qui a réalisé les études préalables.

VOTE :

Le Conseil Municipal autorise les ajustements budgétaires tels que présentés à l'unanimité des membres présents et représentés moins trois (3) abstentions (Mme LEBRAVE, M. AUGUSTE-CHARLERY, Mme JEAN-MARIE).

3- AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2024

Retour du Maire.

Mme Elodie LUTHERBERT poursuit.

Débat :

Mme LEBRAVE dit qu'elle ne comprend pas pourquoi la Ville termine avec un excédent aussi important en investissements.

La section d'investissement est très excédentaire, pourquoi cette somme de 509 064, 76 € n'est-elle pas affectée à la section de fonctionnement afin d'équilibrer les recettes ?

M. le Président informe que l'excédent provient de la vente du terrain sur lequel le supermarché a été construit, cette somme avait été transférée sur un compte à la Caisse et dépôts et consignations. Cette année, la somme de 1 400 000 € a été réintégrée ainsi que les intérêts d'où le fort excédent de 2 907 664,11 €. Sur l'excédent de 509 064,76 € de la section de fonctionnement, la Ville a l'obligation de le mettre en section investissements.

Mme MAGDELONNETTE ajoute que la décision d'affectation intervient une fois que le projet de budget a été élaboré. Il faut définir avec sincérité le niveau des recettes et des dépenses en fonctionnement et ensuite en investissement. Une fois ce niveau défini, si les recettes sont inférieures aux dépenses une partie du résultat viendra abonder les recettes pour réaliser de nouvelles opérations d'investissements. Il est possible de faire le choix d'affecter la totalité du résultat en recettes de fonctionnement, de ce fait, les recettes seront supérieures aux dépenses, ce qui dégagera un autofinancement prévisionnel qui viendra financer la section d'investissements.

Après la prise en compte des restes à réaliser, et s'il y a un besoin de financement le résultat excédentaire dégagé sur la section de fonctionnement viendra couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissements, et en fonction, il faudra voir quelle serait la répartition pour le reste du résultat de fonctionnement.

Mme LEBRAVE note qu'elle avait compris qu'il pourrait servir d'autofinancement, et qu'il n'y a pas d'interdiction formelle.

Mme MAGDELONNETTE insiste sur l'obligation de couvrir le besoin de financement de la section d'investissements. Toutefois, si le résultat dégagé par la section de fonctionnement est déficitaire, il convient de le conserver en fonctionnement, mais en dépenses ce qui devient une charge pour la collectivité.

Mme JEAN-MARIE demande si pour l'excédent, la décision d'attribution est prise en début d'exercice 2025 ou au fur et à mesure ?

M. le Président répond que la prise de décision est prise en début d'exercice.

M. DAVIDAS confirme.

VOTE :

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité des membres présents et représentés l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2024, dont trois (3) abstentions (Mme LEBRAVE, M. AUGUSTE-CHARLERY, Mme JEAN-MARIE).

4- VOTE TAUX D'IMPOSITION ANNÉE – 2025

M. Jékiel MELCHIOR présente le rapport.

Débat :

Aucune observation n'étant formulée, Monsieur le Président met aux voix.

VOTE :

Le Conseil municipal valide le vote des taux d'imposition année 2025, à l'unanimité des membres présents et représentés, moins une (1) abstention (M. AUGUSTE-CHARLERY).

5- VOTE DU BUDGET PRIMITIF – EXERCICE 2025

Mme Brigitte MAGDELONNETTE présente.

Débat :

Mme LEBRAVE constate que certains montants qui étaient inscrits sur le DOB diffèrent par rapport au document présenté comme :

- Remise en état des voies intempéries de novembre 2024 : sur le DOB il est porté 158 082 € et sur ce document apparaît la somme de 160 054 €, même constat pour le terrain multisports de Sigy, les wèts du bourg, terrain de hand-ball, etc ...
- Pour les montants des recettes perçues en 2024 et les recettes d'investissements ;
- Dans le tableau comparatif des dépenses réalisées en 2024 et en 2025.

Pour préciser, sa question est donc la suivante : dans le compte administratif les recettes réelles tant pour le fonctionnement que pour l'investissement et les dépenses réelles tant pour le fonctionnement que l'investissement ne coïncident pas avec les montants précisés au budget 2025.

Mme MAGDELONNETTE explique que dans le compte administratif les recettes totales englobent recettes et dépenses réelles.

Mme LEBRAVE dit que pour le compte de gestion elle n'a pas de problème pour sa compréhension. Elle rajoute que dans le compte administratif pour les recettes et dépenses réelles (page 4), les dépenses réelles de fonctionnement (page 6), les dépenses réelles d'investissements (page 8), les montants inscrits dans le compte administratif dans la colonne budget 2025 ne correspondent pas avec les montants dans le BP 2024.

Mme MAGDELONNETTE explique que c'est normal ; la comparaison se fait par rapport au BP. Dans le budget, il faut prendre comme référence les chiffres qui ont été annoncés au budget 2024 dans la partie vote du budget.

Dans le compte administratif, il y a un tableau qui récapitule le montant total. Au niveau des dépenses réelles, ce sont des dépenses qui donnent lieu à décaissements, et les dépenses d'ordre n'ont pas été ajoutées, d'où la différence dans les montants.

Mme MAGDELONNETTE demande à Mme LEBRAVE si elle retrouve les montants annoncés dans le rapport dans les annexes du CA.

Mme LEBRAVE répond par l'affirmative, sauf au niveau des recettes annexe 3.

Mme MAGDELONNETTE vérifie et confirme les montants dans le projet de vote du budget annexe 3.

Mme LEBRAVE interpelle sur les montants qui ne sont identiques pages 4 et 6 par rapport à la page 16.

M. le Président explique à Mme LEBRAVE qu'il s'agit du budget primitif dans le budget 2024 qui a été voté il y a un an, et entretemps le budget a évolué donc au compte administratif les chiffres ne seront pas les mêmes. D'où la comparaison entre ce qui a été voté en 2024 et ce qui est voté aujourd'hui.

La DGS répond que ce qui a été voté en 2024 diffère de ce qui a été réalisé en 2024. Le comparatif dans le vote du budget résume ce qui a été voté au budget 2024 et ce qu'est voté aujourd'hui. Dans le compte administratif les chiffres représentent ce qui est exécuté en 2024, donc les montants seront totalement différents (BP 2024 et le CA 2024 sont différents). En effet, il y a le BP et BP plus les décisions modificatives (DM) qui interviennent en cours d'année et cela détermine le CA. Du coup, il n'est pas possible de faire des comparaisons.

M. le Président rappelle qu'en avril 2025, le budget prévisionnel est voté et en cours d'année il peut y avoir des décisions modificatives (DM) qui viennent remanier les chiffres, comme des travaux pour déménager une école etc... ces DM changent les chiffres en fin d'année. In fine ce qui est réalisé ne coïncidera pas avec ce qui a été voté.

M. CLÉON intervient et dit qu'antérieurement les décisions modificatives (DM) avaient une autre appellation « budgets supplémentaires ».

Mme RESIDANT Fiona constate que face à la baisse de l'octroi de mer, les comptes de la Ville restent excédentaires, elle pose deux questions :

- Les 3 agents qui partent en retraite, sont-ils des agents titulaires et existe-t-il une compensation ?
- M. le Président dit que les 3 agents sont des agents titulaires, ces départs ne compensent pas le plan de titularisation pour les 10 agents. Par ailleurs, l'augmentation de la masse salariale ne dépend pas que des titularisations mais de l'augmentation du SMIC, du point d'indice des agents, et de la bonification de 40%.

- Dans le cadre de la CTG par rapport à l'aide financière apportée aux crèches, les sommes non liquidées de 2023 et 2024 sont réinscrites au budget 2025, n'existe-t-il pas de prescription concernant ces reports. ?

M. le Président répond par la négative. Toutefois, les crèches bénéficient d'un accompagnement de 350€ par enfant par année, en fonction de leur effectif. Cet accompagnement permet aux familles de payer moins cher la crèche. Si la Ville ne participe

pas la CAF non plus n'intervient pas. L'année dernière, une crèche n'a pas perçu cet accompagnement car elle n'avait pas fourni tous les documents, la Ville a préféré reporter cet accompagnement, car la CAF peut réclamer la restitution de la somme perçue, ce qui pourrait déséquilibrer la situation financière de cette crèche.

Mme RESIDANT dit : « si cette somme est reportée sur plusieurs années, il faudrait insister davantage pour que cette crèche puisse faire le nécessaire. »

M. le Président répond que cette démarche a été faite auprès de cette crèche.

Mme JEAN-MARIE souhaite des informations concernant la créance irrécouvrable de 56 €. Pour les cessions des deux terrains approvisionnés pour 31 000 €, à quel moment cette somme est intégrée au budget ? Pour le budget primitif cette somme devrait apparaître. De plus, l'année dernière le Conseil Municipal a voté la vente du cinéma Valentino pour la somme de 39 000 € ; elle ne la voit pas non plus dans le budget.

M. le Président dit que la créance irrécouvrable de 56 € est intégrée dans les recettes réelles quand celle-ci est encaissée.

Mme MAGDELONNETTE explique que cette somme de 31 000 € est prévue et qu'elle s'est rapprochée des acquéreurs qui ont confirmé que la vente se fera cette année.

Pour le cinéma Valentino, tout d'abord il y a eu une signature de promesse de vente, à ce stade les crédits ne sont pas inscrits au budget car la vente peut se réaliser ou ne pas se réaliser. Une fois que l'acte de vente sera signé, les crédits seront prévus au budget et les écritures de cessions de biens seront passées.

Les 56 € correspondent à une provision, et cette somme a été communiquée par le comptable public.

Mme JEAN-MARIE interroge sur la valorisation des wèts, mais qu'avez-vous prévu pour celles qui sont fermées ou condamnées ? Pourquoi n'a-t-il pas eu une valorisation globale du patrimoine vauclinois, pourquoi que les wèts ?

M. le Président dit qu'il s'agit d'un programme global de sécurisation et de réhabilitation des wèts ; c'est un patrimoine pour la Ville, toutes les communes n'en ont pas. La Ville a répondu à un appel à projets qui entraine dans le programme de petites villes de demain (pistes cyclables, piétonisation, sécurisation des routes, projet d'aménagement de l'esplanade de la Pointe Athanase). Une série de projets dont des tiers-lieu qui permet de réhabiliter le bourg et de le valoriser. En effet, la Ville travaille sur les dents creuses, les abandons manifestes. C'est un projet global de valorisation et de dynamisation du bourg. La Ville a participé à un concours et a été lauréate et obtenu les fonds nécessaires pour le projet des wèts.

Il est aussi prévu une multitude de projets comme se déplacer à pied ou à vélo, la sécurisation des trottoirs, les projets de modernisation de la Pointe Athanase, l'enfouissement des lignes électriques et des réseaux téléphoniques. Les wèts fermées seront réouvertes, une procédure est en cours et sera gérée juridiquement, car nul n'a le droit de s'approprier l'espace public.

Mme JEAN-MARIE constate que le budget du marché agricole est de 32 000 € et que la Ville pense diminuer sa participation, de combien serait cette diminution ? Le marché agricole englobe-t-il les marchés des quartiers ; si oui cela semble insuffisant.

M. le Président dit qu'il n'est pas question de diminuer la participation de la Ville, mais de trouver des subventions auprès de l'Espace Sud, la CTM...

Mme JEAN MARIE demande si un budget de 32 000 € est suffisant pour réaliser une foire agricole.

M. le Président rappelle que les 32 000 € correspondent à la participation de la Ville mais pas au budget de la Ville pour la réalisation de la foire.

Mme JEAN-MARIE rappelle que l'année dernière le budget était de 27 000€, elle trouve que la participation de la Ville est faible.

M. Le Président dit que plus la Ville aura des financements moins sa participation sera importante.

Mme LEBRAVE interroge sur le hangar de ZIZITATA, il n'y a aucun rapport du plan de financement, alors que la présidente de cette association a reçu un document l'informant de la tenue des travaux prochainement.

M. le Président dit qu'il s'agit d'un marché qui a été attribué en 2024. Malheureusement, par rapports aux nombreux mouvements sociaux, le prestataire a eu du retard sur plusieurs chantiers. Normalement, les débuts des travaux devraient commencer courant du mois de mai.

VOTE :

Le Conseil Municipal valide le budget primitif 2025 de la Commune, et autorise le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à l'unanimité des membres présents et représentés moins 3 abstentions (Mme LEBRAVE, M. AUGUSTE-CHARLERY, Mme JEAN-MARIE).

6- ATTRIBUTION DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX

Madame Moïse PIERRE-LOUIS présente le rapport.

Débat :

Aucune observation n'étant formulée, Monsieur le Président met aux voix.

VOTE :

Le Conseil Municipal valide les attributions de subventions de fonctionnement aux établissements publics locaux : Caisse des écoles pour la somme de 320 492, 00€ et pour le CCAS du Vaucelin pour 282 129,00 €, à l'unanimité des membres présents et représentés.

7- ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX CRÈCHES

Mme Nathalie CANCORIET expose.

Débat :

Aucune observation n'étant formulée, Monsieur le Président met aux voix.

VOTE :

Le Conseil Municipal autorise le versement de subventions pour un montant de 4.484,48 € pour les structures « Ô bébés d'or » et « le Paradis des Doudous », et de 14.947, 60 € pour la structure « les petits Galopins », à l'unanimité des membres présents et représentés.

8- MISE AU REBUT DE MATÉRIEL ET MOBILIER

Monsieur Ludovic OCCOLIER présente le rapport.

Débat :

Aucune observation n'étant formulée, Monsieur le Président met aux voix.

VOTE :

Le Conseil Municipal valide la procédure de mise au rebut de ces quatre matériels, permettant la sortie de ces biens obsolètes du patrimoine de la Collectivité, à l'unanimité des membres présents et représentés.

DIRECTION GÉNÉRALE

9- INSTALLATION D'UN BASSIN MOBILE DESTINÉ À L'ÉDUCATION SPORTIVE »

Mme Marlène MAINGÉ expose.

Débat :

Mme LEBRAVE demande sur quel plan d'eau sera placé ce bassin ? Elle rappelle qu'il y a eu sous l'ancienne mandature une tentative de bassin en mer comme celui implanté dans la commune de Sainte-Luce, où la ville du Vauclin avait investi des fonds publics conséquents, qui en finalité n'a pas abouti.

M. DAVIDAS répond que le bassin mobile sera implanté au niveau du terrain de foot à côté de la pépinière. Il revient sur l'ancien bassin qui avait été implanté en mer ; ce dernier générerait

des contraintes de sécurité à prendre en compte. De plus, la réglementation obligeait à être en capacité de le sécuriser, avec un accès pour les sauveteurs afin de prodiguer rapidement les gestes de réanimation. Malheureusement, les délais pour porter secours étant trop longs, ce bassin a été fermé.

Toutefois, ces cubes bleus sont loués à des prestataires lors de certaines manifestations nautiques dont la Transat Jacques FABRE.

M. CLÉON rappelle que l'implantation de ce bassin en cubes à la pointe Faula en mer a connu des déboires, dû à l'arrivée massive des algues sargasses. C'est un paramètre à ne pas négliger.

M. le Président informe que le projet d'installation du bassin mobile s'inscrit dans le plan global que la Ville a mis en place avec comme finalité de permettre aux seniors, aux scolaires et au reste de la population de bénéficier d'activités aquatiques.

D'autre part ce plan global englobe aussi la réhabilitation des terrains municipaux de Sigy, les deux terrains de tennis, le stade du Vaucelin, l'aire de jeu de Château Paille et le dojo.

Le Conseil Municipal est amené prochainement à se réunir à nouveau afin de valider la deuxième partie du plan global, qui concerne les quartiers qui seront eux aussi dotés d'infrastructures, comme des terrains de jeux, la construction de foyers culturels ou sportifs.

Mme LEBRAVE dit être favorable à l'installation de ce bassin mobile. Le sport est vecteur de création d'emplois, d'insertion et de développement personnel. Une opportunité pour les jeunes en situation d'oisiveté.

M. le Président met aux voix.

VOTE :

Le Conseil Municipal valide l'opération de l'installation d'un bassin mobile à l'éducation sportive ainsi que son plan de financement, à l'unanimité des membres présents et représentés.

Clôture de la séance à 20 heures 48 minutes.

Conseil Municipal du 10 juillet 2025